

Comment les habitant·es des villages détruits œuvrent à des perspectives pour le développement des enfants

Oleksandr Kitral¹

Le gouvernement insiste constamment sur la nécessité de soutenir l'enfance en Ukraine. Au lieu de cela, nous assistons à la fermeture massive d'écoles sous-fréquentées, à la réduction du nombre d'hôpitaux et de maternités, et depuis une décennie, nous observons que le montant des allocations de naissance reste stable. Ces problèmes sont particulièrement aigus dans les zones rurales, où, en raison de la réforme de la décentralisation, de nombreuses communautés ne disposent pas de ressources suffisantes pour financer les établissements d'enseignement et les établissements médicaux. De plus, le manque d'emplois dans les villages oblige les jeunes parents à partir en ville à la recherche de

meilleures perspectives.

Dans cet article, nous expliquons comment les dirigeants des localités situées près de la ligne de front ont misé sur l'avenir et tentent de retenir les jeunes dans leurs communautés en créant des conditions propices au développement de la jeune génération. L'expérience acquise par les habitant·es dans des conditions de crise est révélatrice : elle met non seulement en évidence les problèmes systémiques dans le domaine de la protection de l'enfance en Ukraine, mais ouvre également la voie à la recherche de solutions pour améliorer la politique sociale de l'État.

La lutte pour la jeune génération

Le manque de ressources pour la reconstruction reste le problème le plus grave pour les localités situées près de la ligne de front. Le soutien de l'État est catastrophiquement insuffisant, et les communautés locales, en particulier celles qui ont subi des destructions importantes pendant la guerre, n'ont souvent tout simplement pas d'argent. C'est pourquoi la recherche de financements pour créer des conditions propices à la socialisation et à l'éducation des enfants repose principalement sur les épaules des chef·fes de village. Cela devient une préoccupation supplémentaire, qui s'ajoute à la reconstruction des infrastructures détruites. Dans ces conditions extrêmes, le rôle du maire et la solidarité au sein de la communauté prennent une importance considérable. Leurs convictions, leurs valeurs, leurs compétences, tout cela devient des facteurs déterminants pour réussir à

1. Oleksandr Kitral est journaliste. Article publié par [Commons](#), 11 décembre 2025 Illustration Katya Gritseva. Traduction Patrick Le Tréhondat.

mobiliser des ressources et à organiser le travail de la communauté. Voici quelques exemples.

Dans la commune de Partizansk, dans la communauté de Pervomaisky, dans la région de Mykolaïv, la moitié du parc immobilier a été détruite – le village est resté pendant de nombreux mois dans la «zone grise». Aujourd'hui, la situation y est toujours instable, car la ligne de front se trouve à 40 km. Sur plus d'un million d'habitant·es, il ne reste plus que 220 personnes dans la commune, dont 34 enfants. La vie des enfants dans ce village à moitié détruit n'est pas facile. Le terrain de jeux construit peu avant l'invasion à grande échelle a été détruit par les bombardements, il n'y a pas de clubs de loisirs et, pour la cinquième année consécutive depuis le début de la pandémie de covid-19, l'enseignement se fait en ligne. Selon la maire du village, Raisa Chulga, cela a eu un impact catastrophique sur le niveau de connaissances des écoliers.



«Les enfants qui ont achevé six classes ne savent pas compter. Ils ne peuvent même pas reconnaître le portrait du grand poète ukrainien Taras Chevtchenko. Notre jeunesse est en pleine dégradation», déplore-t-elle.

Des organisations bénévoles viennent dans le village pour organiser toutes sortes de jeux éducatifs et donner des cours aux enfants. Cependant, jusqu'à récemment, il y avait un problème sérieux: en raison de la destruction du seul endroit où de telles activités pouvaient être organisées, il ne restait plus que la rue. Le maire et ses collègues ont alors décidé de créer un espace pour les jeunes, un bâtiment avec trois salles où les enfants pourraient se réunir par

tous les temps pour communiquer, se divertir et se développer. En outre, les locaux pourraient également être utilisés par des bénévoles désireux de venir plus souvent et de s'occuper des enfants. Il était même prévu d'y créer une école, mais en raison de l'obligation de disposer d'un abri, ce qui nécessite des fonds importants, cette idée n'a pas encore pu être concrétisée.

Au départ, personne ne croyait en la possibilité de créer un tel espace, ni les habitants du village, ni l'administration locale, car les ressources nécessaires faisaient défaut. La communauté de Pervomaiska a été fortement touchée par les destructions causées par la guerre et n'a pu fournir qu'une petite quantité de matériaux de construction. C'est pourquoi l'initiative de créer un centre pour les jeunes a été prise en charge par un petit groupe de villageois actifs: quelques employé·es de la mairie et la maire elle-même avec son mari, qui ont travaillé pendant leur temps libre.

Pour obtenir des matériaux de construction, des négociations ont été menées avec des donateurs, des bénévoles ont été mobilisé·es, et des sympathisant·es et des volontaires se sont joint·es aux travaux de construction. Ils et elles ont érigé les murs, posé le toit et effectué les travaux intérieurs. La construction est en cours depuis environ un an et elle sera bientôt terminée. La maire décrit simplement sa participation active comme le désir d'aider les enfants à se développer.

«Cela me fait très mal de voir des enfants courir comme des sans-abri, sans se développer. L'enfance ne devrait pas être dans cette situation», a-t-elle conclu.

Les habitant·es du village de Lebiaje, dans la communauté de Prolisnenska (Tchkalovska) de la région de Kharkiv, rêvent également d'un avenir meilleur pour leurs enfants. Jusqu'en septembre 2022, le village était situé à deux ou trois kilomètres de la ligne de front, et environ 40 % du parc immobilier, notamment l'école, avait été détruit par les combats. La reconstruction de l'établissement scolaire nécessite 80 millions de hryvnias [1,61 million d'euros], mais les donateurs internationaux ne fournissent pas encore d'aide en raison de la situation instable sur la ligne de démarcation. Afin que les 120 enfants qui vivent aujourd'hui dans le village puissent s'épanouir et communiquer, le maire local, comme à Partizansk, a aménagé un espace pour les jeunes. Il a été ouvert dans les locaux de l'ancienne bibliothèque, située dans la maison de la culture. Les travaux de rénovation ont été réalisés bénévolement : le maire, Evgeny Alekseyenko, avec ses ami·es et des personnes partageant les mêmes idées, s'est occupé personnellement de l'aménagement de l'espace.

«Lorsque nous avons ouvert notre espace jeunesse le 1er avril et que les fonds ont commencé à arriver, il n'y avait que cinq ou six enfants. Le fait est que, pendant la pandémie de Covid-19 et la guerre, les enfants ont perdu l'habitude de communiquer entre eux. Certains élèves qui terminent aujourd'hui l'école primaire ne se sont vus qu'à travers un écran. Aujourd'hui, environ 40 enfants viennent dans le bâtiment. Nous organisons des jeux éducatifs pour les enfants, nous leur montrons des vidéos éducatives et, en bref, nous nous occupons de leur socialisation. Puis des fonds sont arrivés et il

il y a un local équipé. Les habitant·es des villages voisins viennent également chez nous, car ils n'ont nulle part où aller en raison des destructions», a déclaré Evgeny Alekseyenko.

Selon le maire, les fonds nécessaires à l'aménagement de l'espace jeunesse ont été obtenus grâce à une subvention. Les 20 % restants ont été fournis par l'administration du village. Evgeny Alekseyenko explique qu'il est obligé de passer beaucoup de temps en dehors de la mairie pour essayer de trouver des fonds pour la reconstruction du village. Il est récemment revenu de Pologne, où il a déposé une candidature à un concours pour la construction d'un abri afin que les enfants puissent enfin aller à l'école, qui pourrait être organisée dans ce même espace. Le chef du village souligne toutefois que le soutien de l'État fait cruellement défaut. Certaines exigences constituent même des obstacles, comme l'obligation de rendre compte en permanence de l'aide reçue des donateurs ou d'autres décisions controversées des législateurs et des ministères. Parmi celles-ci, l'arrêté n° 1112 du ministère de l'éducation et des sciences de l'Ukraine, adopté en août dernier, a suscité de nombreuses critiques en raison des risques de restriction de l'accès à l'enseignement à distance. En juillet 2025, l'arrêté a été annulé.

Yevhen Alekseienko affirme qu'il fera tout ce qui est en son pouvoir pour que les enfants du village puissent s'épanouir, car il y va de l'avenir de toute la localité. À l'heure actuelle, le *starosta* [maire] a trouvé des donateurs qui ont contribué au financement de la construction d'un terrain de volley-ball, des travaux de rénovation du

terrain de jeux pour enfants sont en cours et il est également prévu de créer un terrain de mini-football.

«Je considère que ma priorité est de garder les jeunes dans le village. Car si les jeunes et les enfants partent, demain il n'y aura plus de village. Il n'y aura plus non plus de village voisin ni de communauté. Cela signifie-t-il qu'il n'y aura alors plus personne dans l'est du pays? C'est pourquoi la priorité est de garder les enfants dans les localités où ils veulent vivre. Pour que les jeunes ne restent pas assis sur des bancs à boire des canettes, mais qu'ils fassent du sport, étudient, se développent. Non pas parce que c'est ce que je veux, mais parce que c'est ce que veulent les enfants eux-mêmes. Et nous devons leur créer toutes les conditions nécessaires», a-t-il déclaré.



Les habitants du village de Zelenyi Hai, dans la communauté de Shevchenkivska, dans la région de Mykolaïv, sont également déterminés à garder les jeunes. Le village a longtemps été situé sur la ligne de front et a été constamment bombardé. Le bâtiment de l'école a été complètement détruit par une frappe aérienne le 13 mars 2022. Sept personnes ont alors péri sous les décombres, dont le maire du village. Trois autres personnes ont été blessées, et le directeur de l'école, Oleksandr Hnedko, est décédé des suites de ses blessures.

Le poste de maire a été repris par son épouse, Oksana Gnedko, qui s'occupait auparavant du domaine social. Pour les 30 enfants mineurs qui se trouvaient alors dans le village – ils sont aujourd'hui 200 – une salle vide du dispensaire a été mise à leur disposition, puis équipée. Par

la suite, un groupe d'initiative composé de parents s'est formé dans le village et a activement soumis des demandes de subventions. Au final, grâce aux fonds des donateurs et aux dons des habitant·es, qui ont également participé activement aux travaux de rénovation, la somme nécessaire a pu être réunie et un espace éducatif a été aménagé dans l'un des bâtiments administratifs vides. Les écoliers peuvent y communiquer, s'épanouir et apprendre.

«Les enfants ne sont pas responsables de la situation dans laquelle ils se trouvent. Ils sont restés chez eux et veulent vivre comme leurs camarades du même âge. C'est pourquoi nous sommes très préoccupés par leur santé mentale et souhaitons que les jeunes restent dans notre village», a déclaré le maire.

Soutien aux familles avec enfants

Les espaces éducatifs et les écoles sont l'un des problèmes les plus urgents pour assurer des conditions de vie décentes pour les enfants. Des écoles ferment massivement en raison des exigences du ministère de l'éducation envers les établissements scolaires sous-fréquentés. Cependant, le soutien aux enfants, tant dans les zones frontalières que dans les zones relativement sûres, ne se limite pas à cela.

Il est impossible de remédier à cette situation complexe uniquement grâce aux initiatives de quelques administrateur·trices ou de petits groupes de personnes partageant les mêmes idées. Elle nécessite des mesures globales: des allocations familiales suffisantes de la part de l'État et des ressources financières dans les budgets des collectivités locales pour soutenir

les familles vulnérables. Et tous ces défis étaient d'actualité bien avant le début de la guerre à grande échelle.

Oleksandr Babanin, chef de la communauté territoriale unifiée (CTU) de Ternovate, dans la région de Zaporijjia, située à 20 km de la ligne de front, souligne les différences de capacités financières des communautés. Il s'agit de la réforme de la décentralisation, qui a accentué les inégalités. Selon Babanin, l'État doit établir des «règles du jeu» uniformes et ne pas laisser chaque communauté seule face aux problèmes de soutien aux familles, qu'elles sont obligées de résoudre avec leurs ressources limitées.

«En conséquence, certaines communautés peuvent apporter un soutien important aux familles, tandis que d'autres ne le peuvent pas. Et ce n'est pas parce que le chef d'une

administration donnée travaille mal. C'est simplement que certaines ont sur leur territoire de grandes entreprises, qui paient des impôts, tandis que d'autres n'en ont pas. Vous pouvez être dix fois plus progressiste qu'un autre chef de communauté, mais cela ne changera pas grand-chose, car une communauté aura des revenus, tandis que vous n'aurez pas ces possibilités, quels que soient vos efforts», constate-t-il.

L'aide publique aux familles avec enfants semble également assez limitée. Par exemple, les allocations de naissance n'ont pas changé depuis 2014 et s'élèvent actuellement à 41 280 UAH soit 14 fois le minimum vital, réparties sur trois ans. Avant juillet 2014, les montants des allocations étaient différents : pour le premier enfant – 30 960 UAH, soit 30 fois le minimum vital de l'époque (l'argent était versé sur deux ans),



pour le deuxième – 61 920 UAH, soit 60 fois le minimum vital, pour le troisième et les suivants – 123 840 UAH, soit 120 fois le minimum vital.

La situation devrait s'améliorer à partir du 1er janvier 2026 : le 14 novembre, le président Volodymyr Zelensky a signé le projet de loi n° 13532, selon lequel une allocation unique de 50 000 UAH sera versée à la naissance d'un enfant, ainsi qu'une allocation mensuelle supplémentaire de 7 000 UAH pendant un an. Les mères qui s'occupent d'un enfant âgé de un à trois ans tout en travaillant à temps plein recevront 8 000 UAH par mois dans le cadre d'un programme d'aide.

Il existe également d'autres initiatives efficaces, telles que la prise en charge des frais d'accouchement dans le cadre du programme de garanties médicales, en vigueur depuis 2020, ainsi que du programme «Nounou municipale», un service de garde d'enfants jusqu'à l'âge de trois ans. Cependant, ces services ne peuvent pas fonctionner pleinement en raison du faible soutien de l'État au réseau des crèches, de la pénurie aiguë de pédiatres et de la réduction du personnel médical : infirmières, sages-femmes, laborantines, radiologues, dont le nombre a presque diminué de moitié au cours des quinze dernières années.

Il convient également de noter que les parents sont souvent contraints de payer les examens médicaux de leurs enfants dans des cliniques privées, car les hôpitaux publics ne les effectuent pas toujours. De plus, les prix des médicaments ne cessent d'augmenter, ce qui aggrave encore la situation des familles.



Critères d'évaluation et volonté de systématisation

De nombreux citoyens qui ont dû vivre sous les bombardements ont été directement confrontés aux lacunes du système d'aide sociale. Ils ont donc développé une vision particulière de la mise en place d'une structure d'aide plus efficace. Dans le domaine de l'aide à l'enfance, nos interlocuteurs ont mis en évidence plusieurs axes clés :

- garantir l'égalité dans le soutien aux enfants ;
- création de conditions favorables au retour des jeunes de l'étranger ;
- garantir la protection des familles avec enfants et favoriser leur capacité à travailler ;
- offrir la possibilité de participer à la prise de décisions sociales importantes.

Oleksandr Babanin souligne l'injustice dans le soutien aux familles ayant des niveaux de richesse et des statuts sociaux différents. Selon lui, les enfants issus de familles « ordinaires », les orphelins et les enfants issus de familles défavorisées doivent avoir le même accès à l'aide, à l'éducation et aux soins médicaux, car ils sont tous citoyen·nes d'un même État. Dans la pratique, dit-il, il existe une division. Et souvent, ce sont précisément les enfants issus de familles qui ont leurs deux parents, mais qui n'ont pas les moyens financiers suffisants, qui sont lésés.

« Il arrive souvent que les enfants issus de familles défavorisées et monoparentales reçoivent plus d'aide que leurs camarades élevés dans les autres familles. Cela est particulièrement visible dans les zones rurales situées près de la ligne de front. Il est clair que l'Ukraine

manque actuellement de fonds pour apporter son soutien, mais je considère que le principe même de diviser les enfants entre les “uns” et les “autres” est incorrect. Le principe suivant doit s’appliquer : tout pour tous», a déclaré le président de la communauté territoriale.

Konstantin Klev, un habitant de Kherson âgé de 17 ans, estime qu’en matière de reconstruction, les autorités se concentrent avant tout sur les infrastructures plutôt que sur la satisfaction des besoins des citoyens, en particulier des jeunes, à savoir la création de conditions propices à leur soutien et à leur développement. Konstantin aide activement depuis plusieurs années les habitant·es de la région qui ont souffert des bombardements et des conséquences de l’explosion de la centrale hydroélectrique de Kakhovka. Il dirige actuellement le Conseil municipal de la jeunesse de Kherson et connaît donc bien les difficultés sociales de ses concitoyen·nes. Selon lui, si les jeunes de Lviv ou d’Ivano-Frankivsk ont un endroit où aller, ce n’est souvent pas le cas dans la ville frontalière de Kherson.

«Il faut avant tout résoudre la question du logement social pour les jeunes. Et il doit s’agir de conditions décentes, pas d’une chambre dans un dortoir communal. Il faut également des programmes de soutien. Il peut s’agir de primes à l’installation que les jeunes familles pourraient utiliser pour aménager leur logement. Il est également nécessaire de créer des centres de consultation où les jeunes pourraient obtenir des informations complètes sur ce qu’ils peuvent attendre de l’État en matière

de soutien, sur les possibilités d’emploi, de logement, etc.», a déclaré Konstantin.

Nadiya Chevtchenko, présidente de l’association Union des familles nombreuses Sonetchko du district de Darnytskyi à Kyiv, évoque également le problème du logement pour les jeunes familles, en particulier dans les grandes villes. Elle a donné l’exemple de familles nombreuses qui vivent depuis plusieurs générations dans de petits appartements d’une pièce dans une résidence universitaire de la rue Lytvynskoho à Kiev. Ces logements ont été offerts gratuitement au début des années 1990 par l’usine de béton armé, où les gens sont venus travailler encore jeunes ouvriers. Depuis, ils ont eu des enfants et des petits-enfants, mais ils n’ont jamais eu les moyens de se permettre un logement. De plus, malgré leur inscription officielle dans la résidence, les gens vivent chaque jour dans la peur d’être expulsés.

«Les familles ont peur de parler, car le nouveau propriétaire de l’entreprise menace de les expulser. Il a déjà expulsé certaines personnes. Et personne ne peut l’influencer. Ils disent que c’est sa propriété», explique Nadiya Chevtchenko. Et ce n’est pas seulement un cas isolé parmi les familles nombreuses, c’est la preuve d’un contrôle insuffisant de l’État dans le domaine de l’aide sociale à la population, estime-t-elle.

Un aspect important du soutien aux jeunes familles est la garantie d’un emploi. C’est la conviction d’Oleksandr Repetun, chef du village d’Ouspenivka, dans la communauté de Goulaïpile, dans la région de Zaporijjia, situé à 13 km de la ligne de front.

«Les jeunes partent là où ils peuvent s'épanouir, gagner leur vie et vivre confortablement. C'est pourquoi beaucoup sont partis travailler dans l'Union européenne. Notre village offrait autrefois des opportunités. Il y avait de l'élevage, une conserverie, un élevage de volailles, quatre brigades de tracteurs. Il y avait un dispensaire avec un service de garde, trois écoles, une crèche. Aujourd'hui, tout cela a été «optimisé». Le plus important qui se soit produit au cours des dernières décennies, c'est que les gens ont perdu confiance en l'avenir. Aujourd'hui, tout le monde pense à comment survivre», a-t-il déclaré.

L'accès à la participation à la vie de sa communauté est un autre aspect important du soutien social, qui comprend la possibilité de participer au dialogue social, d'identifier les problèmes et de s'impliquer dans la recherche de solutions et de contrôle, leur mise en œuvre, en particulier celles qui concernent le soutien à l'enfance.

Oksana Gniedko a donné un exemple positif de la mise en œuvre d'un tel accès. Selon elle, elle discute activement de toutes les questions relatives à la vie dans leur village avec ses concitoyen·nes. Pour prendre des décisions importantes, les gens organisent des réunions et utilisent les réseaux sociaux pour discuter des questions d'actualité. Le fonds d'entraide, créé dès le début de la reconstruction du village, constitue un soutien financier et un facteur d'unité pour les habitants. Selon le maire, l'existence d'un fonds dans lequel chaque habitant verse 50 hryvnias par mois permet de résoudre rapidement les nouveaux problèmes qui ne nécessitent pas de dépenses importantes. Grâce à

cela, les habitant·es ont déjà remis en état plusieurs bâtiments du village.

L'expérience des habitant·es du village de Zelenyi Hai est remarquable en ce sens qu'ils abordent collectivement les questions sociales importantes. Une telle approche peut évidemment être couronnée de succès dans une petite localité. Malheureusement, la capacité de la société ukrainienne à influencer les événements non seulement au niveau de l'État, mais aussi au sein de sa propre communauté, est très limitée. En témoignent une série de conflits où les autorités ont pris des décisions sans la participation des populations locales et contre leurs intérêts, comme nous l'avons mentionné précédemment.

Le thème du soutien aux enfants couvre un ensemble complexe de domaines, parmi lesquels, par exemple, l'accès à l'éducation et aux soins médicaux, ainsi qu'une politique efficace de soutien social. Malheureusement, tous ces domaines connaissent aujourd'hui de graves difficultés liées aux réformes à courte vue, pour ne pas dire plus, menées en Ukraine. Les initiatives de certaines communautés, de certain·es maires et de leurs partisan·es en faveur du soutien aux enfants dans les zones frontalières ne sont pas seulement un moyen d'arrêter la dégradation de l'enfance dans telle ou telle localité. Il s'agit d'une tentative de créer un avenir meilleur pour leurs concitoyen·nes, avec des ressources très limitées. Ces exemples montrent qu'il existe des personnes qui se soucient réellement de l'avenir de leurs communautés et de la société en général et qui s'efforcent d'agir pour favoriser leur développement.



Vivre dans des conditions difficiles permet aux gens de se rendre compte que ce n'est pas seulement un domaine particulier qui se dégrade dans le pays, mais affecte tout le système de gestion et de soutien, qui vise généralement uniquement à résoudre des difficultés spécifiques et isolées plutôt qu'à apporter des solutions systémiques. Et beaucoup de gens ne sont pas d'accord avec cet état de fait. Pour la plupart des citoyen·nes, il est aujourd'hui évident que pour créer des conditions plus favorables au développement de la génération montante, il faut adopter d'autres approches en matière d'aide sociale, des approches qui mettent l'accent sur une aide et un soutien globaux au développement, plutôt que de se contenter de réagir à des crises «imprévues».

Solidarity Collectives: le rapport d'activité 2025¹

L'année 2025 touche à sa fin, et nous souhaitons résumer les principales orientations et les résultats du travail de Solidarity Collectives au cours de cette période. Tout au long de l'année, nos efforts sont restés axés sur le soutien pratique aux combattants anti-autoritaires, l'aide humanitaire aux communautés en première ligne et la documentation publique de l'expérience de la guerre et de la résistance.

Collecte de fonds et soutien matériel

Au cours de la période considérée, nous avons organisé et mené à bien les collectes de fonds et les transferts d'aide suivants:

- collecte de fonds, construction et livraison de 247 drones FPV;
- collecte de fonds pour un drone «Sic»;
- nous avons contribué à l'importation de sept véhicules pour les combattants par l'intermédiaire de notre ONG;
- nous avons mené à bien une collecte de fonds pour l'achat d'équipements de vision nocturne pour un camarade de la légion internationale;
- nous avons mené à bien une collecte de fonds pour l'achat de caisses d'isolement

1. 31 décembre 2025.